Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 74 (1986)

Heft: [1]

Artikel: Forum et conférence de l'ONU : suite et fin : l'après-Nairobi a commencé

Autor: Gordon-Lennox, Odile

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-277815

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

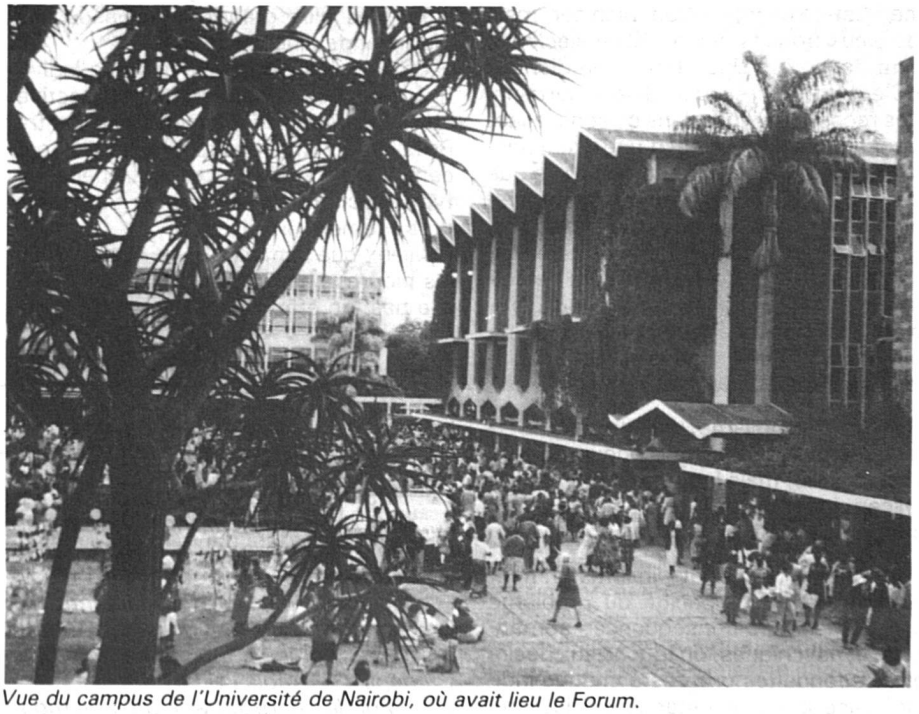
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

FORUM ET CONFERENCE DE L'ONU : SUITE ET FIN

L'APRES-NAIROBI A COMMENCE

Nous achevons avec cet article la publication de nos « échos de Nairobi ».

Il y avait plus de 13 000 femmes au Forum de Nairobi — et quelques hommes. A côté de toutes celles qui ont pu y aller, il y a toutes celles qui sont restées chez elles et qui pourtant ont participé à leur manière, bien plus qu'en pensée. Il y a toutes celles qui avaient fait une préparation très poussée dans le cadre de leur organisation, avec de la recherche, des séminaires, des groupes de travail, des séances d'information... Il y a celles qui ont préparé les ateliers du Forum et celles qui ont récolté des fonds pour que leurs collègues et des femmes du tiers monde puissent y aller.



Vue du campus de l'Université de Nairobi, où avait lieu le Forum.

Comment toute cette accumulation d'efforts a-t-elle porté ses fruits ? Nous avons déjà évoqué les nombreux réseaux qui ont été créés et renforcés au cours du Forum. Ces femmes en font déjà partie. Mais il y a d'autres voies officielles et officieuses qui ont aussi fonctionné.

La question la plus souvent posée concerne l'influence que le Forum a eue sur la Conférence des Nations Unies, et plus précisément sur les « stratégies pour l'an 2000 », le document que la Conférence a discuté et adopté à Nairobi. Ce document de 370 paragraphes avait été préparé d'après les réponses que les gouvernements avaient envoyées à l'ONU, suite à un questionnaire très détaillé sur la condition des femmes dans leurs pays respectifs. A l'intérieur de chaque pays, l'influence des organisations féminines sur leur gouvernement a été variable, mais très certaine. En outre, au niveau des Nations Unies, il y avait eu des réunions préparatoires dans les cinq régions du globe, où les organisations féminines avaient pu s'exprimer.

Pendant le Forum, plusieurs ateliers ont préparé des déclarations qui ont ensuite été remises directement aux déléguées des gouvernements concernés ou intéressés. Il y a eu des déclarations des femmes handicapées, des femmes réfugiées, des femmes africaines au sujet de la famine, des femmes américaines (dont la majorité n'approuvait pas la politique de leur gouvernement), etc.

Il y a eu une activité intense d'échange et de discussion. De nombreuses déléguées gouvernementales, souvent avec des diplomates masculins, sont venues se plonger aux sources du Forum. Dans un moment difficile du débat de la Conférence, la déléguée autrichienne a dit : « Cette Conférence est faite pour les femmes et par les femmes. Les femmes ont besoin de nous. » La volonté et les espoirs de toutes les absentes de Nairobi étaient là, concourant au succès de la Conférence.

Il y avait aussi dans certaines délégations officielles des représentantes d'organisations féminines, autre manière de faire le pont entre « ras du sol » et gouvernement. Le courant a donc passé et les stratégies ont absorbé cette énergie directe. Certaines organisations féminines se sont groupées pour présenter un message commun aux gouvernements*.

Toutefois, les gouvernements ont été sourds à certaines demandes des organisations ou des ateliers. Par exemple, une déclaration sur les femmes réfugiées n'a pas réussi à faire accepter une interprétation plus large de la notion de réfugié. Le critère de persécution liée à l'appartenance au sexe féminin n'est pas admis pour le moment.

Et maintenant, après Nairobi, comment participer ? Il y a les fameuses « stratégies » qui ont été adoptées formellement par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre : le texte officiel est maintenant disponible. Il faudra les étudier et veiller à ce que chaque gouvernement applique un texte très utile. Pour les Suissesses, il y a aussi la question de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Les « stratégies pour l'an 2000 » devront sûrement peser dans la décision des femmes suisses.

Odile Gordon-Lennox

* Union mondiale des femmes rurales, Habitat International Council, Alliance internationale des femmes, Conseil international des femmes, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, International federation of home economics, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du sud-est, Soroptimist internationale, Union mondiale des organisations féminines catholiques et Zonta international. En tout plus de 150 millions de femmes représentées.